



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour diffusion immédiate

Élections 2008 – Quelle responsabilité sociale ?

Montréal, le 8 octobre 2008 – Alors que la campagne électorale fédérale va bon train en vue des élections du 14 octobre prochain, la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM) déplore le peu de préoccupation du respect des droits internationaux du travail dans toute la chaîne d’approvisionnement des entreprises, institutions et organisations canadiennes. Dans les programmes des partis politiques, si les pratiques écologiques et la responsabilisation environnementale des entreprises et de l’État sont amplement discutées, très peu de promesses sont faites quant à leur responsabilisation sociale.

Les conservateurs sont les premiers à blâmer car leur politique étrangère et commerciale vise la négociation d’ententes bilatérales avec plusieurs pays sans que des études d’impact n’aient été effectuées, notamment pour évaluer les conséquences sur le niveau d’emploi et les conditions de travail tant au Canada qu’à l’étranger.

Le Bloc québécois et le Nouveau parti démocratique (NPD) sont les deux seuls partis à faire des propositions relatives à la responsabilité sociale. Pour le Bloc, le Canada doit adhérer aux grandes conventions de l’Organisation internationale du travail (OIT) qui ne sont pas encore ratifiées, position qui doit être chaudement saluée. De plus, dans le cadre des accords bilatéraux de libre-échange, le parti préconise le développement de clauses plus contraignantes touchant les droits du travail, les droits de la personne et le respect de l’environnement. Pour la Coalition québécoise contre les ateliers de misère (CQCAM), le développement de clauses contraignantes est une solution intéressante qui permettrait de mettre fin au développement des ateliers de misère, particulièrement dans les pays du Sud.

Le NPD valorise également une politique commerciale fondée sur les droits ci-haut mentionnés. Ce parti entend faire incorporer le respect des normes internationales du travail dans les règles de concurrence loyale de l’Organisation mondiale du commerce (OMC). Bien que les cibles premières doivent être les États et non les institutions extra-étatiques antidémocratiques, nous applaudissons cette proposition du NPD. Finalement, la création d’un poste de commissaire à l’emploi qui enquêterait sur les fermetures d’entreprises nous apparaît digne d’intérêt. En effet, cela pourrait contribuer à freiner la délocalisation des emplois qui se fait tant sur le dos de travailleurs et travailleuses exploités-e-s du Sud que sur celui des travailleurs et travailleuses du Nord qui se retrouvent sans emploi.

La CQCAM invite tous les électeurs du Québec à questionner les candidats de leur comté afin de connaître leurs propositions en matière de responsabilité sociale.

La CQCAM est une coalition de plus de 35 organisations syndicales, d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes étudiants qui militent pour le respect des droits internationaux du travail dans toute la chaîne d'approvisionnement des organisations. À l'occasion de sa campagne nationale pour l'adoption de politiques d'approvisionnement responsable (PAR), la CQCAM demande aux entreprises, institutions et organisations québécoises de respecter les droits internationaux du travail dans leurs propres établissements, mais aussi d'en exiger tout autant de leurs fournisseurs et sous-traitants, au Canada et à l'étranger. Notons que la coalition mène également une campagne politique afin que le gouvernement du Québec développe une législation contraignante en ce sens par le biais de sa Loi sur le développement durable. En somme, la CQCAM croit que les démarches volontaires ne génèrent pas de résultats probants. Elle appuie donc fortement le développement de législations contraignantes.

La CQCAM est une table de concertation du Centre international de solidarité ouvrière (CISO). La mission du CISO est de développer la solidarité internationale en renforçant les liens entre les travailleuses et travailleurs d'ici et du Sud en lutte pour le respect de leurs droits, pour de meilleures conditions de travail et pour l'instauration d'une société plus juste et démocratique.

Pour plus d'information :
Marie-Noëlle Roy
CQCAM
514-383-2266, poste 224
ateliers@ciso.qc.ca